

La France résiste, l'Allemagne patine

L'économie française se montre plus résiliente face aux incertitudes extérieures que sa voisine d'outre-Rhin

Voilà qui est plutôt de bon augure pour la rentrée économique du gouvernement.

Après un G7 (clos lundi 26 août) jugé réussi sur le plan diplomatique, la série d'enquêtes, publiées mardi 27 août par l'Insee, a de quoi prêter à un optimisme relatif – du moins, au regard des incertitudes généralisées qui planent sur la scène internationale.

Si l'on excepte le commerce de détail, qui a baissé, le climat des affaires mesuré auprès des chefs d'entreprise est en effet resté stable au mois d'août dans la plupart des secteurs, et ce, à un niveau supérieur à sa moyenne historique. De même, la confiance des ménages s'est stabilisée à son plus haut niveau depuis fin 2017.

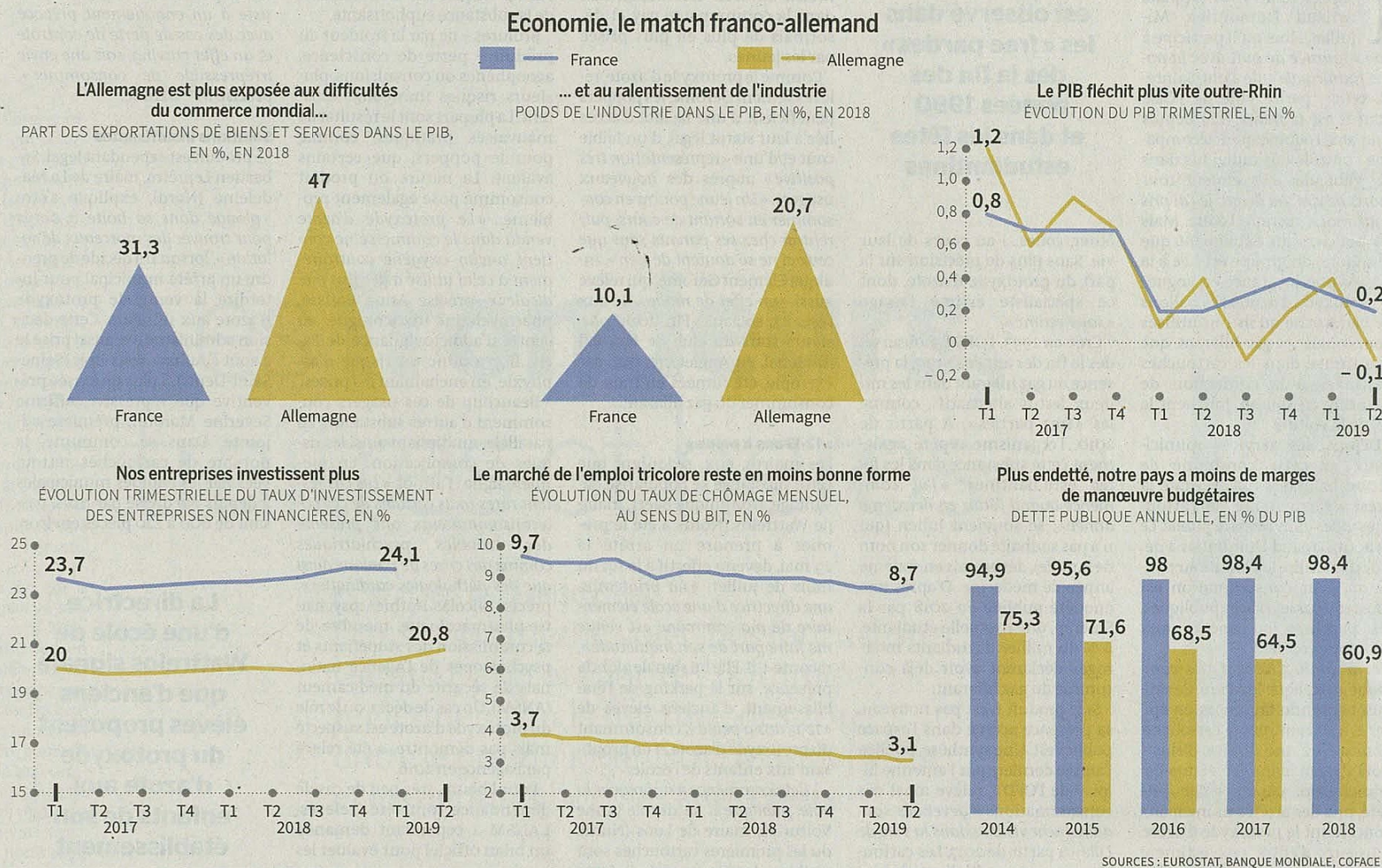
Certes, les carnets de commandes dans l'industrie sont bas et les patrons du secteur manufacturier ont réduit de cinq points leurs prévisions d'investissements pour 2019 par rapport à avril. Mais ils prévoient toujours d'augmenter ces derniers de 6 % sur l'ensemble de 2019.

«Dit autrement : ils n'ont pas sombré dans la sinistrose, et cela tranche avec ce que l'on observe dans le reste de l'Europe», constate Philippe Waechter, économiste en chef d'Ostrum AM. «Ce n'est pas flamboyant, mais alors que l'économie de nos trois grands partenaires – Italie, Allemagne et Royaume-Uni – a stagné ou s'est contractée entre avril et juin, la France s'en sort un peu mieux», ajoute Mathieu Plane, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Un rythme de tortue

De fait, la situation de l'Allemagne est particulièrement préoccupante. Face aux tensions commerciales, le moral de ses entrepreneurs a plongé à son plus bas niveau depuis fin 2012 en août, selon l'enquête publiée, lundi 26 août, par l'institut Ifo. Pis, l'industrie allemande est quasiment à l'arrêt, affectée par les nouvelles normes écologiques dans l'automobile et par le ralentissement chinois. «Les derniers chiffres laissent penser que la décennie dorée que vient de connaître l'Allemagne est terminée», s'inquiète Carsten Brzeski, économiste chez ING, à Francfort.

Au deuxième trimestre, son produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,1 %, miné par le plongeon des importations (-1,3 %), alors que celui de la France a progressé de 0,2 %. Et l'écart devrait se creuser encore ces prochains mois : sur l'ensemble de 2019, la croissance allemande ne devrait guère dépasser les 0,5 %, selon la Commission européenne, contre



1,3 % de ce côté-ci du Rhin... Etrange retournement : longtemps admirée comme la locomotive de l'économie européenne, l'Allemagne est désormais désignée comme son homme malade. A l'inverse, l'élève moyen qu'est la France apparaît mieux doté pour faire face au ralentissement.

«Cela tient pour beaucoup au modèle économique choisi par nos deux pays», avance M. Waechter. Au tournant des années 2000, celui d'Angela Merkel est entré dans une longue ère de modération salariale, qui a dopé sa compétitivité à l'international. Dans le même temps, sa production industrielle s'est en partie déployée en Europe de l'Est et, surtout, s'est massivement tournée vers les consommateurs asiatiques. La France, elle, est restée centrée sur sa demande intérieure (les dépenses des ménages pèsent 55 % du PIB), laissant son industrie doucement décliner.

Résultat : aujourd'hui, près de la moitié du PIB allemand dépend des exportations, contre guère plus de 30 % du PIB tricolore.

Quand le commerce mondial va bien, la machine allemande fait donc des étincelles, tandis que celle de la France progresse à un train de sénateur. Quand les échanges internationaux ralentissent, en revanche, le moteur allemand cale... Et la croissance française, fidèle à son rythme de tortue, résiste un peu mieux.

Problèmes structurels

D'autant que la large taille de son secteur public contribue à amortir les chocs venus de l'extérieur. «Nos voisins sont plus affectés par les incertitudes secouant le commerce mondial et par les troubles politiques internes, dans le cas de l'Italie et du Royaume-Uni», résume M. Plane. Tout en soulignant que l'investissement des entreprises françaises a progressé de 1,2 % au deuxième trimestre, et que les créations d'emplois sont restées dynamiques (62100 entre avril et juin).

Mais ce n'est pas tout. «Au total, le gouvernement français a concédé des mesures budgétaires de près de 25 milliards d'euros en faveur des ménages, soit 1 % du PIB,

essentiellement dans la foulée de la crise des "gilets jaunes" et du grand débat», calcule Daniela Ordonez, économiste en chef France chez Oxford Economics, dans une note sur le sujet. Un coup de pouce qui ne pouvait pas mieux tomber pour atténuer les incertitudes extérieures.

Pourtant, il ne joue pas encore à plein : malgré la confiance qu'ils affichent, les ménages ont jusqu'ici préféré épargner une partie du pouvoir d'achat gagné, si bien que leurs dépenses de consommation ont progressé de 0,2 % seulement au deuxième trimestre. «C'est moins que ce que l'on attendait», observe M. Plane. Toute la question est de savoir si leurs dépenses augmenteront sur la deuxième partie de l'année, où si les incertitudes, par exemple liées à la réforme des retraites, pousseront encore les ménages à mettre de côté.

Dans tous les cas, une chose est sûre : critiqué quand le reste du monde va bien, le modèle français et sa «mollesse» conserve les faveurs des investisseurs quand les autres vont mal. Début

Longtemps admirée comme la locomotive de l'économie européenne, l'Allemagne est désormais désignée comme son homme malade

juillet, l'Etat a ainsi emprunté sur dix ans à des taux négatifs pour la première fois de son histoire. Ce qui signifie que des financiers en quête de placements sûrs ont accepté de perdre un peu d'argent pour détenir des titres de dettes tricolores.

En 2018, notre pays a en outre attiré 1027 projets d'investissements internationaux, soit 1 % de plus qu'en 2017, selon le baromètre du cabinet EY, publié le 4 juin. Il est ainsi passé devant l'Allemagne, où le nombre de projets re-

censés (973) a chuté de 13 %. Outre le risque de récession, Berlin devra faire face, ces prochaines années, à la baisse tendancielle de la consommation de biens industriels dans le monde (au profit des services), ainsi qu'à la concurrence d'une Asie de plus en plus innovante, fragilisant son modèle.

Pour autant, la France est elle aussi confrontée à des problèmes structurels de taille, tels que son endettement public élevé, un taux de chômage important chez les jeunes peu diplômés, ou la fragilité du tissu de PME. Surtout : «Nous ne sommes pas complètement immunisés contre le ralentissement extérieur, loin de là», prévient M. Waechter.

Si l'Allemagne devait sombrer dans une grave récession, si les tensions commerciales entre Pékin et Washington s'envenimaient de nouveau, l'économie française plongerait elle aussi. Consolation, si l'on peut dire : la chute serait probablement un peu moins brutale que celle de nos voisins... ■

MARIE CHARREL